

ACTIVITÉS DES ENTREPRISES MULTINATIONALES

De plus en plus, les entreprises des pays de l'OCDE adoptent des stratégies mondiales et créent à l'étranger des services de commercialisation et des unités de production et de recherche pour faire face aux nouvelles pressions concurrentielles. Il est donc important de disposer d'indicateurs concernant l'activité des filiales sous contrôle étranger pour compléter les informations relatives à l'investissement direct étranger (IDE) lorsqu'on analyse le poids et la contribution économique de ces entreprises dans les pays d'accueil.

Tandis que les données du secteur manufacturier sont disponibles depuis le début des années 80, l'OCDE n'a commencé à collecter des données sur l'activité des filiales sous contrôle étranger du secteur des services qu'à partir du milieu des années 90, et ces données ne sont pas encore disponibles pour tous les pays de l'OCDE.

Définition

Une filiale sous contrôle étranger est une société dans laquelle un seul investisseur étranger détient plus de 50 % des actions assorties de droits de vote. La notion de contrôle signifie que toutes les activités de la société considérée sont attribuées à l'investisseur étranger. Ainsi, des variables comme le chiffre d'affaires de la société, ses effectifs ou ses exportations sont toutes attribuées à l'investisseur étranger et à son pays d'origine. Le contrôle exercé peut être direct ou indirect.

Tendances à long terme

La part des filiales de sociétés étrangères dans l'emploi manufacturier varie considérablement suivant les pays de l'OCDE, allant de moins de 15 % au Danemark, en Italie, au Portugal, en Suisse, en Turquie et aux États-Unis à 35 % ou plus en République tchèque, au Luxembourg, en République slovaque et en Irlande. L'emploi dans les filiales de sociétés étrangères exerçant des activités de services est plus faible dans tous les pays, même si, comme indiqué plus haut, la comparabilité des données est moindre pour plusieurs pays en raison de l'exclusion des effectifs des services bancaires et d'assurance.

Au cours de la période 2000-2006, l'emploi dans les filiales sous contrôle étranger du secteur manufacturier a augmenté ou est resté stable dans tous les pays pour lesquels des données sont disponibles, à l'exception de l'Espagne, où il a baissé légèrement, et aux États-Unis où il est resté à peu près stable. Des augmentations particulièrement prononcées ont été enregistrées en République tchèque, aux Pays-Bas, en Pologne et au Royaume-Uni.

Sur la même période, l'emploi dans les filiales sous contrôle étranger du secteur des services a augmenté ou est resté stable dans tous les pays pour lesquels des données sont disponibles, sauf en Belgique et en Hongrie. C'est en République tchèque, aux Pays-Bas, en Pologne et en Suède qu'ont été observées les hausses les plus importantes.

Comparabilité

Les pays sont moins nombreux à pouvoir fournir des estimations de l'emploi pour les filiales du secteur des services que pour celles du secteur manufacturier, car la collecte des données dans le secteur des services a débuté plus tard. S'agissant de l'emploi dans le secteur manufacturier, on observe des ruptures de séries pour l'Autriche (2001/2002), la République tchèque (1999/2000), la France (2001/2002), l'Allemagne (2001/2002), la Hongrie (2002/2003), le Portugal (2002/2003) et les États-Unis (1996/1997), qui sont dues à des changements de méthode de collecte des données. En ce qui concerne l'emploi dans le secteur des services, le principal problème de comparabilité tient au fait que les institutions financières ne sont pas prises en compte en Belgique, en Allemagne, en Irlande, aux Pays-Bas, au Portugal, en Espagne, en Suède, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Les ruptures de séries constatées pour la France (2003), l'Allemagne (2002), la Hongrie (2003) et le Portugal (2002) sont dues à des changements de méthode de collecte des données.

Source

- OCDE (2007), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2005), *Mesurer la mondialisation : Indicateurs de l'OCDE sur la mondialisation économique*, OCDE, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2007), *Mesurer la mondialisation : Activités des multinationales – Volume I : Secteur manufacturier, 2000-2004*, Édition 2007, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Mesurer la mondialisation : Activités des multinationales, Volume II, Édition 2008 : Services, 2000-2004*, OCDE, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2005), *Mesurer la mondialisation : Manuel de l'OCDE sur les indicateurs de la mondialisation économique*, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- Mesurer la mondialisation – Base de données statistiques.*


Sites Internet

- OCDE, *Mesurer la mondialisation*, www.oecd.org/sti/measuring-globalisation.
- OCDE, *Science, Technologie et Industrie*, www.oecd.org/sti.

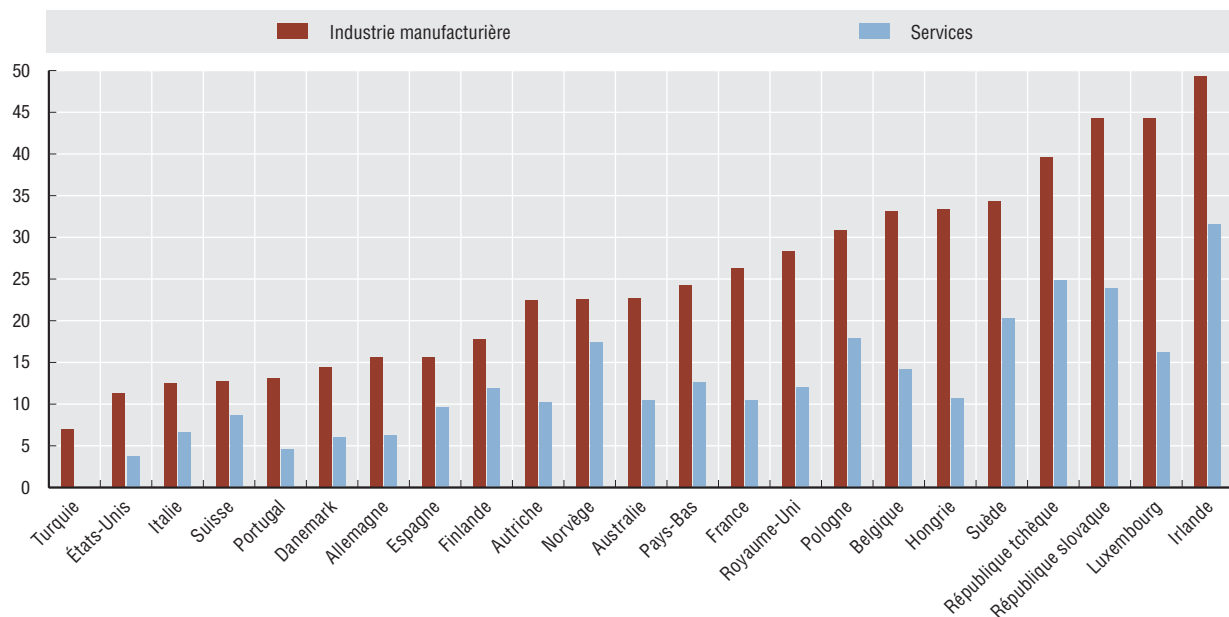

Part de l'emploi des filiales sous contrôle étranger

En pourcentage de l'emploi total

	Part de l'emploi dans l'industrie manufacturière							Part de l'emploi dans les services						
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	6.0	5.8	14.8	15.5	15.7	15.8	15.6	3.2	2.9	7.2	6.1	6.3	..	..
Australie	22.7	..	..	..	..	..	..	10.5	..	..	..	..	..	..
Autriche	19.6	18.0	24.0	22.5	..	..	..	..	9.7	..	10.3	..	..	..
Belgique	..	..	32.3	34.5	32.8	33.1	..	..	..	17.2	16.2	15.3	14.2	..
Danemark	15.1	14.1	14.4	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Espagne	16.8	16.4	15.9	15.4	15.6	15.6	..	..	..	8.7	10.0	9.5	9.7	..
États-Unis	11.5	11.1	11.3	11.4	11.1	11.3	11.3	..	..	3.8	..	..	..	..
Finlande	15.9	17.2	..	..	..	17.3	17.8	11.1	11.9	..	..	..	..	..
France	30.1	30.8	26.4	26.8	26.2	26.4	26.3	6.1	5.6	5.2	10.0	10.5	..	..
Hongrie	44.5	45.2	43.6	27.1	32.4	33.4	..	15.2	15.1	14.8	..	11.3	10.7	..
Irlande	48.1	49.2	48.4	46.7	48.0	49.3	..	..	28.4	28.5	27.3	27.5	31.6	..
Italie	..	10.8	13.1	12.5	12.4	12.5	..	..	5.1	5.4	5.7	6.1	6.7	..
Luxembourg	41.1	41.7	42.4	42.8	45.0	44.3	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	21.3	24.3	23.0	21.3	21.4	22.3	22.6	15.7	17.3	17.5	17.5	17.5	..	..
Pays-Bas	18.3	21.0	25.7	24.1	25.7	24.3	..	8.7	9.1	12.1	11.6	12.6	12.6	..
Pologne	20.9	21.9	24.1	25.4	28.1	29.5	30.9	..	13.4	15.3	15.3	17.1	17.9	..
Portugal	10.1	9.5	8.9	12.8	12.6	13.1	..	4.0	4.7	..	7.4	7.0	7.3	..
République tchèque	25.3	28.9	27.2	32.6	37.2	37.8	39.6	14.2	..	..	21.1	22.7	24.9	..
République slovaque	..	..	..	34.9	41.4	44.3	..	..	..	..	..	23.5	23.9	..
Royaume-Uni	19.6	24.0	24.6	26.1	25.8	27.6	28.4	..	..	..	11.6	12.0	12.0	..
Suède	29.1	32.7	34.8	33.2	32.4	33.8	34.3	14.5	..	17.5	20.6	22.4	20.3	..
Suisse	..	..	..	12.1	12.8	12.7	12.8	..	..	..	7.3	7.6	8.2	8.7
Turquie	5.7	7.0	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/541840143042>
Part de l'emploi des filiales sous contrôle étranger dans l'industrie manufacturière et les services

En pourcentage de l'emploi total, 2005 ou dernière année disponible


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/535810101275>



Extrait de :
OECD Factbook 2009
Economic, Environmental and Social Statistics

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/factbook-2009-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2009), « Activités des entreprises multinationales », dans *OECD Factbook 2009 : Economic, Environmental and Social Statistics*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/factbook-2009-30-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.